

tenté d'obtenir les mêmes renseignements à l'égard de ses propres envois, mais sans succès. D'autre part, si je comprends bien, un représentant du *Canadian Friends Service Committee*, récemment de passage à Hanoi, a eu l'occasion de s'entretenir avec des représentants de la Croix-Rouge nord-vietnamienne.

M. Woolliams: Je remercie le premier ministre de sa réponse. Mais, dans ce cas-ci, s'il relisait le rapport que je lui ai fourni, il verrait que 90 p. 100 des \$50,000 recueillis à Vancouver ont été remis, par l'intermédiaire de M. Inglis à quelqu'un à Moscou pour être utilisés au Vietnam du Nord à des fins autres que l'achat de fournitures médicales, et le reste. Le premier ministre a-t-il enquêté sur cette affaire et, si oui, qu'a-t-il appris?

Le très hon. M. Pearson: Nous ignorons ce que ce que l'envoi renfermait exactement. On m'a informé qu'il s'agissait de fournitures médicales et que 90 p. 100 de l'argent utilisé à cette fin était allé au Vietnam du Nord.

M. R. W. Prittie (Burnaby-Richmond): Puis-je poser au premier ministre une question connexe? Le 9 janvier j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si les quakers du Canada avaient demandé au gouvernement canadien de les aider à faire parvenir des fournitures médicales au Vietnam du Nord et au Vietnam du Sud. A-t-on reçu pareille demande et, si oui, qu'a-t-on répondu?

Le très hon. M. Pearson: Je puis peut-être répondre à cette question, vu qu'elle s'adressait à moi. Je puis informer le député qu'un fonctionnaire du ministère des Affaires extérieures a reçu pareille demande du secrétaire général du Comité canadien des amis, le mois dernier, et qu'il en a accusé réception à ce moment-là. La question est à l'étude et le secrétaire général du comité recevra sous peu une réponse détaillée.

L'ENRÔLEMENT DE RESSORTISSANTS CANADIENS DANS L'ARMÉE DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reynold Rapp (Humboldt-Melfort-Tisdale): Monsieur l'Orateur, je voudrais de nouveau poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures une question sur la conscription dans les forces armées américaines

[Le très hon. M. Pearson.]

de jeunes Canadiens vivant aux États-Unis. Pourrait-on connaître la position du gouvernement quant à ces jeunes Canadiens qui doivent servir dans les forces armées américaines s'ils demeurent aux États-Unis?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, a moins que j'aie mal compris la question, il n'est vraiment pas possible d'y répondre telle qu'elle a été posée. Mon honorable collègue m'a signalé un cas particulier. Nous nous sommes déjà entretenus à ce sujet, et je suis sûr qu'il ne voudrait pas que ce cas particulier soit discuté à la Chambre.

Le très hon. M. Diefenbaker: Pourquoi pas?

L'hon. M. Martin: Parce que je ne crois pas que l'honorable représentant qui a posé la question veuille placer son commettant dans l'embarras.

Le très hon. M. Diefenbaker: Il s'agit ici d'un Canadien que les autorités américaines ont contraint de servir dans l'armée.

L'hon. M. Martin: Mon très honorable collègue se trompe encore une fois.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le ministre l'a nié l'autre jour et voilà qu'il répète son erreur.

L'OFFICE D'EXPANSION ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION ATLANTIQUE

LA SUPPRESSION DE PROJETS CONSÉCUTIVE À LA PÉNURIE DE PERSONNEL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David MacDonald (Prince): Ma question s'adresse au ministre des Transports et a trait à une question que je lui ai posée il y a deux semaines à la Chambre au sujet de la suppression de certains projets de l'Office d'expansion économique de la région atlantique, à cause d'une pénurie de personnel. À ce moment-là, le ministre a dit qu'il étudierait la question et ferait rapport. Pourrait-il nous dire quels projets ont été supprimés?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): J'avais un document à ce sujet et j'espérais m'en servir pour me rafraîchir la mémoire. Malheureusement, je ne l'ai pas en main. Le député aura peut-être l'obligeance de ne pas me remettre sur la sellette avant demain.